

1 octobre 2010 | Le Droit | Sylvie Laflamme Lalonde, Russell Maxine Turcotte, Enseignante, École secondaire publique De La Salle, Ottawa

L'Esprit du lys et du trille

Nous avons vécu un moment magique lors de cette grandiose production de l'Esprit du lys et du trille, forte de 408 comédiens, danseurs, chanteurs qui nous ont fait vivre la fierté franco-ontarienne. C'est ce que je m'attendais à lire dans LeDroit le samedi. Ce fut un grand rassemblement, que la salle fut comble ou non, loin de là l'essentiel de cet événement. Je m'attendais tellement à ce que le seul journal francophone de la capitale vante les talents franco-ontariens. Nous avons vu les événements marquants des 400 ans de présence francophone en Ontario. Les chansons étaient magnifiques, même que la chanson Azilda était chantée par l'arrière-arrière-petite fille de la véritable Azilda, il me semble que c'est un détail assez pertinent pour faire la manchette. De plus, samedi, c'était la première Journée des Franco-ontariennes et Franco-ontariens..., ça aurait dû être en grosses lettres à la une. Et c'était le 35e anniversaire du drapeau franco... Ce n'est pas drôle de voir que le journal des francophones n'attache pas plus d'importance à ça, mais qui va en parler ? Je tiens tout de même à féliciter les auteurs, compositeurs, interprètes et comédiens pour cette unique prestation qui a fait jaillir la fierté franco-ontarienne chez tous les spectateurs. Chapeau et ne lâchez pas, car c'est à cause de gens comme vous si notre belle langue française est encore parlée en Ontario ! J'ai assisté aux représentations titanesques du spectacle L'Esprit du lys et du trille. Je suis ressortie débordante d'une immense fierté de faire partie de ce peuple. Mais j'ai eu le malheur de lire le seul article publié par LeDroit (« Célébration de l'héritage franco-ontarien au parc Lansdowne », LeDroit, 25 septembre) où l'on a encore choisi de commencer un article de façon négative. Au nom de mes élèves amèrement déçus et frustrés par cette faible couverture, je prends la plume pour féliciter les 400 artistes et les organisateurs d'avoir rêvé en grand et d'avoir réussi avec brio à marquer pour toujours le cœur de milliers de gens. J'invite tous les spectateurs à écrire à notre journal LeDroit pour témoigner de leurs tableaux préférés et de toute l'émotion qu'on a vécue entourés de tous ces milliers de gens. Le fondateur du quotidien LeDroit, dont on faisait l'hommage dans ce spectacle, aurait été lui-aussi tout aussi renversé et ému par ce grand cadeau à la communauté franco-ontarienne.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

FRANCO *plus*

Même s'il y a eu une amélioration, il manque de ressources juridiques francophones en Ontario Pas toujours facile de comparaître en français

GUILLAUME ST-PIERRE
gstpierre@ledroit.com

Les francophones de l'Ontario bénéficient du droit absolu de recevoir tous les services juridiques dont ils ont besoin dans leur langue. Mais au-delà des règles et des théories, qu'en est-il de la réalité?

Certainement, depuis une quinzaine d'années, il y a eu une nette amélioration des services et de l'accès à la justice pour les francophones», affirme le président sortant de l'Association des juristes d'expression française de l'Ontario (AJEFO), Sean McGee.

Il avoue toutefois recevoir «très souvent» des plaintes de citoyens ou même d'avocats francophones qui se sentent lésés dans leurs droits. M^r McGee n'hésite pas à parler de pénurie de personnel juridique francophone à l'échelle de la province.

L'accès à des services juridiques en français varie grandement selon les régions, soutient le juriste. «Cela fluctue beaucoup selon la distribution de la population francophone, comme pourcentage et en nombre absolu.»

La rareté de ressources francophones se manifeste particulièrement «lorsqu'un francophone exige de plaider ou de comparaître en cour en français dans une région plus anglophone», note-t-il.

Afin d'accommoder le demandeur, on fait déplacer un juge de paix francophone qui entendra la cause. «La difficulté dans tout ça, c'est que si on fait ça fréquemment, on va trouver que même dans les régions où on a nommé des juges francophones, ils ne

seront plus disponibles.»

Des droits méconnus

Plusieurs Franco-Ontariens ne connaîtraient pas leurs droits en termes d'accès à la justice en français et choisissent un avocat anglophone pour les représenter, souligne M^r McGee.

Cette méconnaissance ne serait pas sans conséquence.

«Il est essentiel que la personne puisse se faire comprendre et qu'elle comprenne toutes les nuances de ce qui se dit en cour, explique-t-il. Et être compris, ça commence avec la personne qui nous représente», dit-il.

Afin de minimiser le risque de préjudices lié à une mauvaise communication entre un plaignant ou un accusé francophone et son avocat, l'AJEFO, de concert avec l'organisme qui a pour mission de réglementer le travail des avocats et des juristes, ont modifié le code de déontologie de la profession.

Les juristes membres du Barreau du Haut-Canada doivent, depuis quelques années, «confirmer avec leur clientèle actuelle et potentielle qu'ils sont bien au courant qu'ils ont le droit de se faire desservir en français», de préciser M^r McGee.

Dans la dernière année, l'AJEFO, le ministère du Procureur général et divers membres de la magistrature ontarienne, ont mis sur pied un comité afin d'assurer une meilleure disponibilité de juges et de personnel juridique bilingues.

Les acquis du passé ne sont pas nécessairement garants de l'avenir, fait remarquer l'avocat. «De voir un progrès, cela ne veut pas dire que nous sommes arrivés au but», lance-t-il, optimiste.

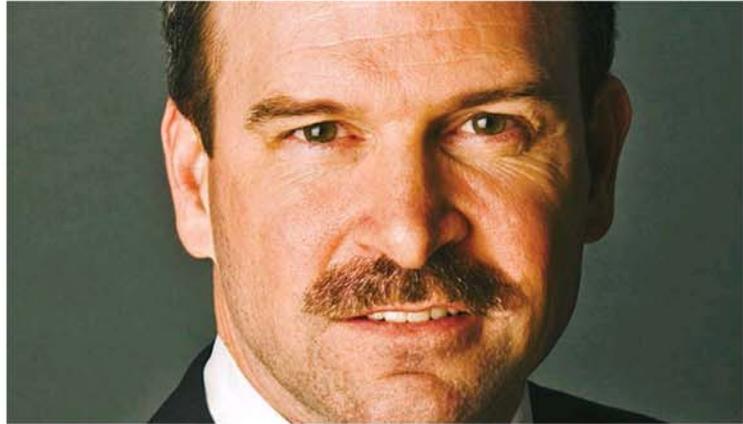


PHOTO COURTOISE

Le président sortant de l'Association des juristes d'expression française de l'Ontario, Sean McGee, n'hésite pas à parler de pénurie de personnel juridique francophone à l'échelle de la province.

» EN BREF

LES BRAISES D'AUTOMNE RENOUVELÉES

La fête Braises d'automne se présente en nouvelle tenue cette année. La quatrième édition de l'événement annuel, organisé par la Fondation du Collège d'Alfred, revêtira un air de cocktail dînatoire le 16 octobre prochain de 17 h à 19 h au Campus d'Alfred. Ce nouvel air tient du fait que les gens veulent se parler lors de rencontres sociales et ils veulent circuler pour parler à plus de personnes possibles, note Nicole Tessier, coordonnatrice de l'événement. Pour l'occasion, l'invité d'honneur, François Boileau, commissaire aux services en français en Ontario, donnera une conférence. Les fonds amassés lors de l'activité seront versés au département d'éducation pour l'achat de matériel

pédagogique. Les billets sont en vente au Campus d'Alfred depuis le 20 septembre au coût de 50\$.

QUATRIÈME ROMAN POUR

LILIANE GRATTON

L'auteure Lilliane L. Gratton lancera son quatrième roman, *Un pas, un sentier, une vie* ce dimanche à l'École élémentaire catholique Sacré-Coeur de Bourget, dans l'Est ontarien. Dans ce nouveau roman, l'auteure présente des personnages fictifs du XIX^e siècle ainsi que leurs occupations typiques. Le lancement du livre a lieu de 13 h à 16 h.

LeDroit



LeDroit

la cité collégiale

CONSEIL DES ÉCOLES CATHOLIQUES DU CENTRE-EST
le meilleur apprentissage

Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien

Conseil des écoles publiques de l'Est de l'Ontario

LEDROIT, LE VENDREDI 1ER OCTOBRE 2010

Printed and distributed by NewspaperDirect
www.newspaperdirect.com US/Can: 1.877.980.6040 Intern: 800.634.6364
COPYRIGHT AND PROTECTED BY APPLICABLE LAW

30 ACTUALITÉS

FRANCO *plus*

Gilles Gratton

Un besoin animal de s'exprimer en français



JEAN-FRANÇOIS DUGAS
|fdugas@ledroit.com

Le résident d'Embrun Gilles Gratton a été décoré, le week-end dernier, du Prix Richelieu de la francophonie ainsi que de la médaille du Président du Richelieu International, les deux plus grandes distinctions de l'organisme voué à la promotion de la langue française. Son histoire est la preuve que tous les chemins sont bons dans la lutte pour l'obtention de services en français.

« C'est à titre de vétérinaire que j'ai travaillé le plus pour la francophonie », lance d'entrée le principal intéressé.

M. Gratton a débuté sa pratique privée en 1967 à Embrun. À l'époque, l'anglais était la langue d'usage en province, tant dans son métier que lors de ses études universitaires précédentes à l'Université de Guelph. Une réalité à laquelle il avait été confronté tôt lors de ses études secondaires au Casselman Cambridge District High School.

« Il n'y avait pas d'école secondaire francophone à Casselman. Nous étudions en anglais même si tous les professeurs étaient francophones... »

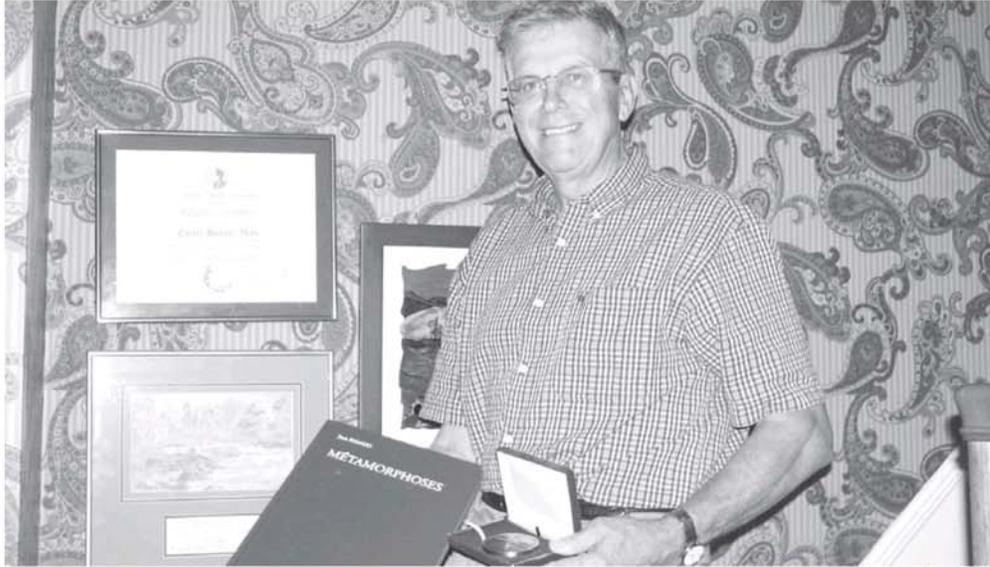
Malgré ces défis linguistiques, M. Gratton voit le tout avec un grain de sel.

« Ça m'a permis d'apprendre l'anglais », dit-il en esquissant un sourire.

Initiatives connexes

Une fois installé à Embrun, le vétérinaire s'investit dans d'autres initiatives connexes à son métier. C'est là que le besoin pour des services en français se fait sentir.

Si la province offre des cours en santé animale pour les agri-



Gilles Gratton a reçu la médaille du Président du Richelieu International ainsi que le Prix Richelieu de la Francophonie 2010, le week-end dernier.

culteurs, ils se donnent strictement en anglais. M. Gratton milite pour les cultivateurs francophones dont bon nombre n'ont aucune notion de l'anglais.

« Il a fallu le demander pour le donner en français. Mais quand nous faisons affaires avec des anglophones de l'ouest de l'Ontario, ils ne comprennent pas pourquoi nous avions besoin de cela en français. À leurs yeux, tous les francophones étaient bilingues évidemment... »

Malgré les résistances, il réussira.

En 1996, année même de sa retraite comme vétérinaire, l'Université Guelph, campus Ridgeway, lui demande d'offrir des cours sur la gestion des médicaments pour animaux.

« Ça prend un cours en français », leur répond-il.

Là aussi, il réussit. Un manuel est traduit.

Plus tard il devient vérificateur dans les abattoirs pour le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation. D'entrée de jeu on l'avertit que tout se fait en anglais. C'est inscrit dans son contrat.

Petit à petit, il fait comprendre aux fonctionnaires que le français existe en Ontario et il gagne des petites batailles ici et là.

« Vous êtes en Ontario. On a le droit d'avoir la documentation en français », leur répète-t-il.

D'autres contributions

Au fil de sa carrière, M. Grat-

ton a contribué de d'autres façons à la cause francophone en Ontario.

En 1980, il était du comité *ad hoc* pour la formation du premier collègue francophone d'agriculture de l'Ontario, le Collège d'Alfred.

C'est à cet institut qu'il donnera plus tard des cours, dont plusieurs qu'il doit traduire lui-même pour sa clientèle francophone.

Il devient aussi chroniqueur franco-ontarien pour le journal *l'Agricom de l'Est ontarien* et le *Bulletin des agriculteurs de Montréal*.

« J'ai eu un fun noir à écrire des chroniques de l'Ontario français et de leur envoyer pour les surprendre... », affir-

me-t-il rappelant que plusieurs Québécois ignorent l'existence des Franco-Ontariens.

M. Gratton a aussi été membre du comité de relance du Banquet de la francophonie de Prescott-Russell en 2007. Il a d'ailleurs présidé le jury pour la sélection des récipiendaires de l'Ordre de la francophonie de Prescott et Russell à deux reprises depuis son implication.

« J'ai aimé cela parce que ça m'a permis de découvrir beaucoup de gens extraordinaires que je ne connaissais pas », souligne-t-il.

Même dans son club d'aviation, une autre de ses passions, il insiste pour que le français ait sa juste place.

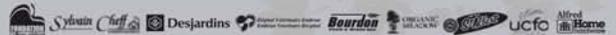
LEDROIT, LE VENDREDI 1ER OCTOBRE 2010

Braises d'automne
Collecte de fonds pour la Fondation du Collège d'Alfred

**Samedi 16 octobre 2010 à 17 h
au Campus d'Alfred**

Cocktail dinatoire avec l'invité d'honneur M. François Boileau,
Commissaire aux services en français de l'Ontario
Encan silencieux

50\$



Billets en prévente seulement / Réservation de billets et information 613.679.2218, poste 504 / www.alfredc.uoguelph.ca

FRANCO *plus*

Elle profitera d'une retraite grandement méritée

Claudette Lavoie quitte avec un pincement au cœur



DENIS GRATTON
dgratton@ledroit.com

L'école secondaire Garneau, dans le secteur Orléans, perdra bientôt l'une de ses employées les plus engagées et une véritable ambassadrice de la francophonie ontarienne.

Claudette Lavoie, l'adjointe administrative de cette école catholique, quittera ses fonctions le 14 octobre prochain pour profiter d'une retraite grandement méritée. Mais elle avoue que c'est avec un pincement au cœur qu'elle met un terme à sa longue carrière dans le monde de l'éducation. «Je vais m'ennuyer de mes collègues de travail, des élèves, de la vie ici à l'école, de tout», dit-elle.

Mais en ce qui a trait à son implication dans la communauté franco-ontarienne, elle précise qu'elle ne prendra jamais un «retraite» de ça.

«La francophonie me tient à cœur, dit-elle. Je viens de Lefevre, un petit village francophone de l'Est ontarien. Mes parents étaient de fiers Canadiens français, tout comme mes huit frères et sœurs. Et c'est à un très jeune âge que j'ai réalisé combien notre langue et notre culture sont précieuses.»

«En 1966, quand je suis arrivée à l'école secondaire — le Plantagenet High School — tous les cours étaient enseignés en anglais, sauf le cours de français, évidemment. Pour moi qui était première de classe à l'élémentaire, c'était tout un choc. À l'époque, si j'avais obtenu une bonne note dans une matière, tu n'avais pas à écrire l'examen final. À l'élémentaire, je n'ai jamais écrit un examen final.



PATRICK WOODBURY, LeDroit

Elle prend sa retraite le mois prochain, mais Claudette Lavoie continuera son implication dans la communauté franco-ontarienne.

Mais à cette école anglophone, j'ai été obligée d'écrire tous les examens finaux. J'étais humiliée et choquée. C'était tellement injuste.»

— Et comment réagissez-vous aujourd'hui quand vous entendez des élèves de Garneau se parler en anglais entre eux dans les corridors et la cour d'école?, que je lui demande.

— Quand je les entends discuter en anglais, je m'approche d'eux et je leur demande: «Vous êtes-vous trompés d'école?». Les jeunes rient et ils poursuivent en français. Mais vous savez, ça ne

me décourage pas quand je les entends se parler en anglais. Je suis convaincue qu'ils comprendront à un moment donné l'importance de conserver leur culture et leur langue. Si on continue à leur donner les outils nécessaires pour qu'ils puissent vivre en français, ils comprendront un jour et ils seront fiers de parler français et d'être bilingues. Aujourd'hui, on sème la graine de la francophonie et on récoltera plus tard, j'en suis certaine.»

...

M^{me} Lavoie quitte l'école Gar-

neau, mais elle n'a nullement l'intention d'abandonner un projet communautaire et scolaire qu'elle a mis sur pied en l'an 2000 avec son conjoint, Pierre.

Ce projet consiste à recevoir des voitures usagées données par des individus à la Saint-Vincent-de-Paul d'Ottawa et, en partenariat avec l'école Garneau et son enseignant-mécanicien, Michel Landry, réparer ces voitures pour les remettre ensuite à des familles dans le besoin.

M. et M^{me} Lavoie identifient ces familles pour qui le don d'une voiture améliorerait leur qualité de

vie. Depuis 2000, ils ont «donné» gratuitement 24 voitures réparées par les élèves de l'école Garneau.

«Nous avons donné 24 voitures et nous avons vécu 24 merveilleuses histoires, lance M^{me} Lavoie. Comme cette mère, par exemple, qui nous a dit qu'elle pourra enfin acheter des popsicles et de la crème glacée pour ses enfants l'été. C'était impossible pour elle d'acheter ces choses auparavant, elle devait marcher ou prendre l'autobus pour se rendre à l'épicerie.

«Ce que l'on prend pour ac-



LE CLUB DES NOUVEAU-NÉS VISE À SOULIGNER UNE NAISSANCE À L'HÔPITAL MONTFORT.

Ce programme permet aux familles d'immortaliser le jour le plus important dans la vie de leur bébé en faisant un don de 100 \$ à la Fondation. En retour, nous inscrivons le nom et la date de naissance du bébé sur une empreinte de pied aux couleurs vives placée sur le Mur de la renommée situé à même le Centre familial de naissance.

Les donateurs reçoivent également un certificat qui servira à commémorer cette journée toute spéciale.

www.fondationmontfort.ca / Tél.: 613 748-4920


Fondation de
l'Hôpital Montfort

1 octobre 2010 | Le Droit | Annik Chainey, LeDroit

L'AUTEURE NICOLE V. CAMPEAU RÉCOMPENSÉE

L'écrivaine franco-ontarienne Nicole V. Champeau a reçu, hier, le prix littéraire Émile-Ollivier 2010 pour son essai *Pointe maligne*. L'infiniment oubliée. Présence française dans le Haut-Saint-Laurent ontarien. Tome 1 publié aux Éditions du Vermillon. C'est la deuxième fois que Mme Champeau est récompensée pour cet ouvrage, qui évoque les territoires immergés par la construction de la voie maritime du Saint-Laurent et l'aménagement des rapides du Long Sault entre le lac Saint-François et les Mille-Îles, puisqu'il lui a déjà valu le Prix littéraire du Gouverneur général dans la catégorie études et essais en 2009. Originaire de Cornwall et résidant maintenant à Ottawa, Nicole V. Champeau est également l'auteure de six recueils de poésie, dont *Dans les pas de la louve* qui a remporté le Prix du livre d'Ottawa en 2001, de la pièce *Moulinette* et de l'essai *Mémoire des villages engloutis*. Le jury a aussi accordé des mentions d'honneur aux deux autres finalistes, soit Françoise Enguehard pour son roman *L'archipel du docteur Thomas* (Éditions *Prise de parole*) et Eileen Lohka pour son recueil de nouvelles *C'était écrit* (Éditions *L'Interligne*). Créé en 2004 par le Conseil supérieur de la langue française du Québec en collaboration avec le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes, le prix littéraire Émile-Ollivier est décerné à un écrivain canadien francophone hors Québec dont l'oeuvre de fiction ou l'essai a été publié en français par une maison d'édition du Canada située à l'extérieur du Québec.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

L'Express Ottawa - Actualités - Politique

Premier jour de vote par anticipation en fin de semaine



Publié le 30 Septembre 2010

Karine Régimbald

Les résidents d'Ottawa pourront aller voter par anticipation cette fin de semaine pour le scrutin du 25 octobre prochain. Samedi, entre 10h et 17h, les résidents pourront faire valoir leur opinion quant au prochain maire de la capitale nationale.

Sujets : [Bureau des élections](#)

Des terminaux d'aide au vote (TAV) permettant aux électeurs handicapés de se prévaloir de leur droit de vote seront disponibles dans 34 des 117 bureaux de vote répertoriés sur l'ensemble du territoire. Les TAV seront installés dans les résidences pour personnes âgées.

Tout électeur doit fournir une pièce d'identité comprenant le nom de l'individu, son adresse ainsi qu'une signature pour voter selon la Loi sur les élections municipales. Le Bureau des élections organise deux journées de vote avant la date officielle des élections. La prochaine se tiendra le 14 octobre prochain, entre 10h et 22h.

Les emplacements des bureaux de vote sont inscrits sur l'avis aux électeurs envoyé par la poste la semaine dernière à tous les ménages de résidents inscrits sur la liste des électeurs. Les électeurs peuvent également consulter la page [Web ottawa.ca/votez](http://www.ottawa.ca/votez) et utiliser l'outil de recherche qui fournit les emplacements des bureaux de vote des journées de vote par anticipation, les 2 et 14 octobre, ainsi que ceux du jour du scrutin, le 25 octobre.

Article rank | *1 Oct 2010* | *Ottawa Citizen*

6 in 10 Canadians didn't get H1N1 shot

About 11.6 million people aged 12 and over got the H1N1 shot, according to self-reported data from the 2010 Canadian Community Health Survey (CCHS), released Thursday by the federal agency. Of the roughly 60 per cent who opted against getting vaccinated, the majority — 74 per cent — said they “did not think it was necessary.”

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 1 Oct 2010 | Ottawa Citizen | THE SUNDAY TELEGRAPH

Angels with dirty faces

In the scorching wilds of Florida, children as young as nine are learning to mix cement, swim treacherous waters and spread Christianity around the world. Next stop for these would-be missionaries: Iraq. ALEX HANNAFORD reports.

Once boot camp is over, the children are flown to far-flung corners of the globe to begin their work as Christian missionaries where they will help build schools and churches, and attempt to convert the people who live there. Teen Missions estimates that scores of its campers have gone on to become full-time missionaries or work for the church in some capacity.

It's just after 6 a.m. and the sun is not yet up. Two hundred children stand in a clearing, surrounded by a dense jungle of palm trees on an island off the Florida coast. A girl of about 15 climbs a stepladder in the middle of the group and everyone bows their heads. " We pray the Lord will keep us safe today," she says.



TEEN MISSIONS INTERNATIONAL WEB SITE

At Teen Missions International in Florida children attend 'The Lord's Boot Camp' where they learn to evangelize for their mission to spread Christianity around the world.

The children divide into smaller groups and disappear into the forest where, one at a time, they

embark on an army-style obstacle course that involves crawling through painted steel tunnels, scrambling over a seven-metre mountain of tires, climbing over huge wooden walls emblazoned with the words "doubt," "anxiety" and "confusion," and then attempting to put large wooden boxes, painted with the books of the Bible, in chronological order.

"Judges, Ruth, where's 2nd Chronicles?" shouts a staff member named Linda Maher. "Psalms. Ecclesiastes!"

This is Teen Missions International, affectionately known as "The Lord's Boot Camp," a sprawling 1,000-hectare slice of jungle on Merritt Island, 45 minutes east of Orlando. Each summer, hundreds of children between the ages of four and 18 descend on this place to sleep in tents, wash themselves and their clothes in muddy lake water (there is no running water or electricity), endure swarms of bloodthirsty mosquitoes, tackle obstacle courses, and — most importantly — learn to evangelize.

Once boot camp is over, the children are flown to far-flung corners of the globe to begin their work as Christian missionaries where they will help build schools and churches, and attempt to convert the people who live there.

"This is not pamper camp!" Teen Missions' 82-year-old founder Bob Bland once told an American television crew. "If you're looking for pamper camp, that's down the road."

Bland set up Teen Missions 40 years ago and in that time 40,000 youngsters have come through here. At the end of this week, the teams will head to places like the Amazon rainforest, Belize, Uganda and Malawi to begin evangelizing, work with AIDS orphans or expand existing mission buildings.

Eighty million Americans identify themselves as Evangelical Christians, making them the largest religious group in the United States, and while some say missionaries have been a force for good, providing much-needed medical care and education as well as championing the rights of indigenous people, others say the spread of Christianity reeks of colonialism and has obliterated native traditions. But that hasn't stopped the Teenvangelists — this new breed of young, passionate American bent on spreading their old-time religion.

Bland is unapologetic about the potentially thorny issue of trying to convert people. Evangelism is the underpinning of everything that happens at Teen Missions, although he says there is more than one way to preach the gospel: it's not just Bible thumping, he insists. "They show by example; by helping people."

Occasionally, though, spreading the word can be met with hostility: at one of the first boot camps in Indonesia, Bland says the team had rocks thrown at them. "Some people are anti-whatever," he says. "But now we are operating six Bible schools there, so in time they see you're real and doing something good. You can't force anyone to be anything."

Bland and his team will certainly have their work cut out for them next year, when they plan to visit what could be their most hostile country yet: Iraq.

Back at boot camp, a group is attempting to cross the Slough — a stagnant man-made swamp. "Praise the Lord," one boy yells as he swings across and emerges, wet and muddy, from the smelly water. A girl, Ashley, looks apprehensive as she gets to the edge, grabs hold of the rope and swings but slips, emerging a second later from the water, crying.

"Whoa, you walked across the water," another boy yells to his friend as he makes it across.

The Lord's Boot Camp is nothing if not authentic: on more than one occasion I'm told that if the children can survive this they can survive anything the developing world can throw at them. It's hot (a scorching 36C while I'm there), humid and a four-metre alligator was removed from the lake that doubles as the children's swimming pool last summer (there are rumours that smaller ones still lurk under the water). The snapping turtles, however, are still very much there.

Home for the two weeks they're here is in tents, pitched on wooden pallets and covered with pegged-down sheets of black tarpaulin. There are makeshift washing lines suspended between trees and each child is issued with a five-gallon bucket to collect lake water to flush the lavatories, clean their clothes and themselves.

Teams are given points each day depending on how clean their camp site is: the group that wins the most gets to swim in a bona fide swimming pool (not the lake). Those that lose have to wear placards that say "I live like a pig" around their necks and clean the lavatories.

The main gathering area is a huge "big top" tent where rallies are held each evening, at which the children sing, pray and listen to sermons. Overlooking that is the nine metre-high prayer tower, which looks not unlike a prison watchtower. Here, for 12 hours each day, children spend one-hour shifts sitting in the top, praying over photos of their fellow missionaries.

Nearby, a group of younger children wearing pyjama bottoms, hard hats and work boots are learning to mix concrete in a clearing among the palms. One of the girls in the group, May Wadman, is just nine years old. She is tiny, wears thick-lensed glasses and her hair sticks to her face with sweat.

She has never been out of the U.S. before and tells me she's excited about going to Malawi.

Her friend, Elena Demos, an 11-year-old from West Springfield, Massachusetts, went there last year. "We planted fruit and vegetables for the kids at the orphanage, hung out with street children and taught them stories from the Bible," she says. "We made their day."

Teen Missions estimates that scores of its campers have gone on to become full-time missionaries or work for the church in some capacity.

The main purpose of boot camp, though, is to learn evangelism techniques to employ in the field. Classes take place daily in an office building near the estate entrance. It's seen better days — there are damp brown patches on the ceiling and peeling paper on the walls. It is, however, the only chance during camp that the children get a break from the intense heat.

Before they begin, a girl leads the group in prayer. "Please Lord, help us turn the world more Christian," she says, before they pair off and practise evangelizing.

Sixteen-year-old John Givens says his tactic is usually to sit down and talk to someone as if he's getting to know them. "We're taught to ask big questions," he says, "like: 'Do you think you're a good person?' Then you say: 'Good people can't get into heaven'."

According to Teen Missions, they're not good enough.

"I then pull the Ten Commandments on them," continues John. "I tell them that if they tell a lie it's the same thing as murder in God's eyes."

The instructor asks the class if it's getting easier to articulate their faith. "Are you fumbling for the right words or the right verses?" he says. "Just remember, the best philanthropist in the world doesn't qualify for eternal life. That includes Gandhi and, what's her name, Mother Teresa. Not good enough." Wow. What chance do the rest of us have?

John, from New Jersey, is the youngest of five children and grew up in a large Christian family. He tells me he's finding the camp tough. "It's physically and mentally challenging. The first few days were awful. I'm a clean person but I haven't taken a bath for two weeks. It's hot and humid. I barely get any sleep — I have to lie on my shirt or I'll stick to my mattress. We bathe with a bucket of lake water — I have found dead fish in my clothes. But it's a personal challenge and I will finish it," he says.

I ask whether he'd send his children here in future. "If they were p—ing me off," he says, laughing.

Amber Tuttle admits Teen Missions isn't for everyone. Together with her husband, Brian, Tuttle — a pretty woman in her mid-thirties — is leading a group to Peru. "There may be some here who say they'll never come back, that's fine," she says. "It may be a onetime experience, but for some it changes the course of their life."

Tuttle first heard about Teen Missions in a Christian radio broadcast when she was 11. Three years later she went on her first camp — to Mexico's Yucatan peninsula.

"Two miles from where we were staying was poverty like I'd never seen," she says. "The church was literally made of twigs and cardboard, and we tore it down and built a concrete block church."

Tuttle met Brian on another mission trip — to Canada — in 1990, they married and now have three children: Wes, 15, Seth, 13 and Emily, 11. In 2008, the couple decided they wanted to become fulltime missionaries. They sold their home and moved into a trailer down the road from the base on Merritt Island, and asked family, friends and their local church to sponsor them. They receive around \$2,000 a month to live on.

"We'll see where the Lord leads us," Tuttle says. "It was hard for Brian as the man. He had a good job, we were out of debt, we had a nice little home, a car, and it was hard to let go of that."

Bob Bland can be seen most days during boot camp, riding around on his old bicycle. Dressed in a purple polo shirt and jeans, he is tanned, has smartly combed white hair and speaks with a strong Southern drawl. He also looks a lot younger than his 82 years.

Born in Ohio into a farming family, he initially trained as a plumber and carpenter before deciding to go to Bible college. He then worked at a youth ministry for six years, came up with the idea for Teen Missions and bought some land bordering NASA's Cape Canaveral space centre from the Girl Scouts organization.

"We didn't have boot camp to begin with," Bland explains. "We just took 'em into the field. But then the Peru trip happened and everything that could go wrong went wrong."

"Peru" has become legend at Teen Missions. Bland says the trip there in the early '70s was a disaster that involved, among other things, rebellious campers, cancelled flights, getting stuck in the Amazon, near-drownings and deadly snakes.

"Kids could have lost their lives on that trip," he tells me. "So many bad things happened. We needed some training and discipline."

I ask Bland whether some of the children are really cut out for mixing cement and building schools — especially the younger ones like nine-year-old May, whom I'd met earlier, or Elena, whose shovel

was taller than she was. But when it comes to Teen Missions, I quickly discover Bland is particularly evangelistic.

"At boot camp we unplug 'em," he says. "There's so much noise in their lives they can't hear anything. They got so much junk — iPods and they're texting and ... here it's all gone. You smuggle a Pepsi in here, you can sell it for 50 bucks on the spot. A lot of kids grow up at boot camp."

Bland admits that although they do build schools, churches and orphanages, the main work of Teen Missions is to change the lives of the children that are going on these trips. "In our leader training seminar, the first thing we tell them is we're building kids, not buildings," he says. "Are they helping? Yeah, they're helping, but who are they helping? Are they helping the people there? No, not very much ... If it's a two-week deal it's pretty much a touristy thing because you've got to see the sights and by the time you do that you're gone. But it does help get them to see there's another world they've never been to, especially if it's a Third World country. They don't forget that."

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

Article rank | 1 Oct 2010 | Ottawa Citizen | BY MISTY HARRIS | POSTMEDIA NEWS

Booze, drugs don't boost popularity among teens

'It seems more about keeping their status than increasing it:' study

True to mother's word, booze and drugs aren't the way to popularity. But if already popular, a new Canadian study suggests their consumption is one of the prices of retaining that status — at least to the view of teenagers.

Researchers at the Université de Montréal report this week that with a rise in social position comes a significant rise in the frequency of drug and alcohol use, which is described as a kind of "social maintenance" strategy.

"Teenagers don't appear to consume to increase their popularity level; they would do it to remain well-liked," says Jean-Sébastien Fallu, who is lead researcher and professor in the school of psychoeducation.

"It seems more about keeping their status than increasing it," he added

The study tracked the consumption of alcohol, marijuana and hard drugs of more than 500 youths at three stages of their lives — between ages 10 and 11, 12 to 13, and 14 to 15 — taking into account the popularity of both the participants and their friends.

Although experimentation increased with age — regardless of social status — Fallu and his colleagues found that popularity significantly compounded consumption.

In fact, by age 15, the "cool kids" — when affiliating with drug-using popular friends — were consuming twice as often as other youths.

In other words, this effect was only seen with popular adolescents whose friends were also popular.

"If they're popular but their friends are less popular, it's probably less of a challenge for them to maintain their social status," says Fallu, speculating why this exception was uncovered.

The study discredits the idea that less popular teens are at greater risk for drug and alcohol use, which some have theorized is a means of earning popularity.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copyright and protected by applicable law.

[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)

HEY OTTAWA!
GET 50% TO 90% OFF

Second terror suspect hears bail decision is Oct. 13

By MEGAN GILLIS, OTTAWA SUN

Last Updated: September 30, 2010 5:13pm

A justice of the peace will render her decision Oct. 13 whether a London, Ont. doctor accused of being part of an Ottawa-based terrorist ring will get bail pending trial.

Khurram Syed Sher, 28, was in court this week for a two-day bail hearing before the same justice of the peace who released co-accused Misbahuddin Ahmed, 26, Tuesday on strict bail conditions.

Meanwhile, the third co-accused, Hiva Mohammad Alizadeh, 31, was scheduled to return to court by video link from the detention centre Oct. 7 during his brief court appearance Thursday.

The trio are charged with conspiring with people in Canada, Iran, Afghanistan, Dubai and Pakistan to facilitate terrorism. Ahmed and Alizadeh, both of Ottawa, are also with possessing explosives and Alizadeh with financing terrorism.

Investigators with Project Samossa allege a plot to build and detonate bombs in Canada and raise money to help Taliban insurgents in Afghanistan.

megan.gillis@sunmedia.ca

Copyright © 2010 Ottawa Sun All Rights Reserved



[Autos](#) [Careers](#) [Classifieds](#) [Homes](#)

RBC Royal Bank®

The \$6 Small Business

Texting teen drivers tested

By **JILLIAN AUSTIN**, QMI AGENCY

Last Updated: October 1, 2010 5:40am

WINNIPEG - A group of Grade 11 students from John Taylor Collegiate might think twice before they text behind the wheel, now that they've taken CAA's Text and Drive Challenge.

Twenty-five students came out to Thunder Rapids Fun Park and went through the go-kart track -- once with and once without texting.

They had to turn left or right according to the colour of the flag in the pylons and dodge other drivers, all while staying on the winding track.

For some, the challenge was an eye-opener.

"It was difficult to weave in between the cones ... and texting at the same time was really challenging," said Joshua Chaitram.

Before he got on the course, Chaitram admitted he sometimes is guilty of texting and driving.

"Yeah, sometimes ... usually they're short texts, they're not big paragraphs," he said.

After the challenge, his opinion is a bit more opposed.

"I wouldn't advise texting on the road. I don't think it's worth it. To risk yourself and the people around you, I think your text can wait," he said. "If it's something really important, maybe you should pull off to the side or something."

Liz Peters, CAA spokeswoman, said the goal of the event was to show teens that texting and driving just don't mix.

"What we're doing today is teaching them that even sending one text message while you're behind the wheel is a recipe for disaster," Peters said.

"For every second your eyes are off the road, it doubles your chances of getting in an accident."

On the road, drivers need to stay alert to see other cars, lights and pedestrians. Adding texting to the mix is just too much for our brains to handle, she said.

According to CAA, statistics show people aged 16 to 19 are 100 times more likely to get in an accident than someone who is 45 years old.

jillian.austin@sunmedia.ca

Copyright © 2010 Ottawa Sun All Rights Reserved

